Document généré le 2 juin 2025 19:59

Études internationales

Creative Destruction ? Economic Crises and Democracy in Latin America, Francisco E. González, 2012, Baltimore, MD, Johns Hopkins University Press, 281 p.

Jacques Paquet

Volume 44, numéro 2, juin 2013

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1017553ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1017553ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Paquet, J. (2013). Compte rendu de [*Creative Destruction ? Economic Crises and Democracy in Latin America*, Francisco E. González, 2012, Baltimore, MD, Johns Hopkins University Press, 281 p.] *Études internationales*, *44*(2), 313–315. https://doi.org/10.7202/1017553ar

Tous droits réservés © Études internationales, 2013

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

L'ouvrage n'est pas à proprement parler un *Research Handbook*. Il propose davantage une analyse et une réflexion sur une série de questions fondamentales pour le futur de la régulation internationale de la finance. Cet ouvrage doit être pensé comme un complément à la réflexion élaborée par les éditeurs dans *Global Governance of Financial Systems. The International Regulation of Systemic Risk* (Alexander, Dhumale et Eatwell, 2005), qui était une étude cruciale et, sous bien des aspects, presciente. Tel est particulièrement le cas pour des questions telles que les externalités négatives de la finance, les potentiels effets procycliques de la régulation micro-prudentielle et, en général, le rôle de la régulation internationale.

À la lecture de l'ouvrage, l'affairement contemporain dans la gestion de la crise financière peut se faire inquiétant. L'illusion qui semble dominer est qu'il suffit de recourir à des doses massives de politiques non conventionnelles, de réguler les bonus et d'ajouter quelques centaines de pages de régulation micro-prudentielle. Le *Research Handbook* d'Alexander et Dhumale, à l'instar des recommandations du rapport de la Warwick Commission on International Financial Reform, est un rappel cinglant que la réforme de la régulation internationale de la finance doit être appréhendée dans toute sa complexité, en tenant compte des risques systémiques.

Josué F. MATHIEU
Fonds national de la recherche scientifique (FNRS)
Université libre de Bruxelles

Creative Destruction ? Economic Crises and Democracy in Latin America

Francisco E. GONZÁLEZ, 2012, Baltimore, MD, Johns Hopkins University Press, 281 p.

L'ouvrage de Francisco E. González, professeur associé à la Johns Hopkins School of Advanced International Studies, fait partie de la littérature traitant de l'Amérique latine, de l'économie politique et de l'étude des processus de transition et de consolidation démocratiques. Il porte sur les conséquences politiques des chocs et des crises économiques et sur le développement d'un cadre analytique visant à effectuer une analyse historique comparative et à démontrer comment la Grande Dépression des années 1920-1930, la crise de la dette des années 1980 en Amérique latine, de même que la crise des marchés émergents de la fin des années 1990 et du début 2000, ont affecté les gouvernements de trois pays du Cône Sud, doit l'Argentine, l'Uruguay et le Chili. L'auteur cherche ainsi à préciser les conditions qui font en sorte qu'un régime politique démocratique puisse faire face et survivre à d'importantes périodes d'instabilité économique.

González constate que tout au long du 20e siècle les crises économiques et les chocs financiers subis par l'Amérique latine ont souvent conduit à la chute des régimes démocratiques, mais aussi des régimes autoritaires. Ce n'est qu'à partir des années 1980 que cette réalité a commencé à se transformer. L'auteur s'attache à démontrer cet état de fait.

Plus particulièrement, González cherche à donner une réponse à la question suivante : Comment expliquer que les deux régimes démocratiques existant en Amérique latine à la fin des années 1920, soit l'Argentine et l'Uruguay, se sont effondrés durant les premières années de la Grande Dépression (1930-1933), alors que la démocratie fut réinstaurée dans ces deux pays, ainsi qu'au Chili, durant les années qui ont suivi la crise de la dette de 1982 ? De plus, depuis le retour de la démocratie dans ces trois pays, celle-ci a survécu aux crises des marchés émergents de 1997-2002 ainsi qu'aux retombées négatives de la crise financière et économique de 2008-2009.

L'auteur constate que les trois pays à l'étude ont atteint une certaine stabilité politique à la fin des années 1980. Cette stabilité résulterait d'une combinaison de transformations dans la structure et le fonctionnement, à l'échelle internationale et nationale, des institutions, des intérêts matériels et des idéologies politiques. Les politiques et les paradigmes économiques sont également des facteurs qui doivent être retenus selon González.

Ces changements structurels auraient mené à l'augmentation des coûts pour toute activité et toute organisation allant à l'encontre de la démocratie. De façon concomitante, ces transformations ont diminué les coûts pour tout type d'activité militant en faveur de la démocratie. En somme, les différentes transformations structurelles identifiées et analysées par l'auteur ont permis un accroissement des chances que la démocratie prévale et se consolide durant d'importantes perturbations économiques.

Ainsi, contrairement à la situation prévalant durant les années de la Grande Dépression, les institutions internationales créées au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale ont évolué de façon politique pour devenir un secteur qui récompense et promeut la démocratie libérale et qui cherche à accroître les coûts pour tout type d'activité qui irait à l'encontre de celle-ci.

En dépit de ces généralisations, l'analyse de González demeure nuancée. Par exemple, durant la Grande Dépression des années 1920-1930, il observe un continuum dans les pays du Cône Sud, allant d'un fort lien entre la crise économique et l'effondrement du régime autoritaire au Chili. Cependant, l'auteur considère que la corrélation entre la Grande Dépression et la chute de la démocratie fut plus faible en Uruguay et encore plus faible en Argentine.

Autre exemple, l'auteur aborde l'impact sur les régimes politiques des pays retenus de la nomenclature institutionnelle mise en place à la fin des années 1990, notamment la Cour internationale de justice, la Charte démocratique interaméricaine de l'Organisation des États américains et le Mercosur. En théorie, la Charte démocratique interaméricaine devrait hausser les coûts des pressions antidémocratiques, en engageant les gouvernements de l'hémisphère à formaliser leur opposition à toute activité ou pression qui irait à l'encontre de la démocratie, avec des menaces de sanctions diplomatiques et économiques. Dans la même veine, par le renforcement de sa clause démocratique en 1998 (protocole d'Ushuaia), le Mercosur a institutionnalisé les coûts des activités inconstitutionnelles, menaçant de sanctionner un tel comportement par l'expulsion du bloc

économique. Toutefois, l'auteur considère que l'impact de la Charte démocratique interaméricaine, bien que celle-ci fût invoquée à deux occasions depuis son adoption en 2001, soit à l'égard du Venezuela en 2002 et du Honduras en 2009, fut négligeable sur le terrain jusqu'à maintenant.

Dans un ouvrage d'actualité bien documenté, González a le mérite de chercher à transposer, en guise de conclusion, son modèle analytique et ses observations à d'autres régions du globe. Cet exercice demeure cependant trop succinct et nous laisse sur notre faim. Nous estimons néanmoins que l'auteur a atteint son objectif et réussi à préciser les liens pouvant exister entre les facteurs économiques et les processus de transformation et de consolidation des régimes politiques, en apportant des précisions sur le rôle des variables intermédiaires. Et, contrairement aux tenants des théories de la modernisation qui soutenaient à une certaine époque que les processus de démocratisation étaient essentiellement un processus de nature interne ou nationale, González démontre avec justesse l'importance de prendre en considération l'incidence de l'environnement et des acteurs internationaux sur la transformation et la consolidation des régimes politiques démocratiques.

Tout universitaire, étudiant, stratège politique concerné par l'impact des facteurs économiques sur les processus de transformation et de consolidation des régimes politiques démocratiques devrait s'intéresser à cet ouvrage.

Jacques PAQUET
Gouvernement du Québec

National Solutions to Trans-Border Problems ? The Governance of Security and Risk in a Post-NAFTA North America

Isidro MORALES (dir.), 2011, Burlington, VT, Ashgate, 257 p.

National Solutions to Trans-Border Problems ?, dirigé par Isidro Morales, professeur au campus de Mexico de l'Institut technologique de Monterrey (ITESM), fait partie des ouvrages qui traitent du régionalisme en Amérique du Nord. Il s'agit du premier produit collectif du Tri-national Academic Group for the study of emerging governance institutions in North America (TAGGINA).

Après vingt ans ou presque de réduction des barrières tarifaires et d'autres barrières à la libre circulation des biens et services depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), la question de recherche que soulève Morales est la suivante : Comment faire face à l'émergence d'enjeux sensibles et transnationaux associés au commerce, tels que les flux migratoires, l'environnement et la sécurité, qui ne peuvent être abordés de façon efficace par le biais de politiques nationales ni par celui de l'ALENA ?

Pour y répondre, les différents contributeurs à l'ouvrage cherchent à évaluer la nécessité ou non de changer le statu quo nord-américain à l'égard de ces différents enjeux, notamment les questions liées à la gestion de la sécurité et des ressources naturelles, et celle de développer une structure innovatrice de gouvernance régionale. L'exemple souvent cité de cette nouvelle architecture est le Partenariat pour la sécurité